

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les Petites phrases de la semaine

- Boileau Loko, chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) pour le Gabon :

"Pour faire face aux chocs actuels, le gouvernement gabonais est en train de prendre des mesures pour dégager des marges de manœuvre budgétaire. Mais cela ne suffira pas. L'aide des partenaires au développement sera critique".

- Alain-Michel Mombo, porte-parole du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) :

"Le RPM s'étonne que les pouvoirs publics n'aient pas jugé utile de faire au peuple gabonais un bilan objectif et exhaustif de la mise en œuvre des nombreuses mesures adoptées pour faire face aux effets négatifs dans notre pays de la pandémie à Covid-19, aux plans sanitaire et socio-économique".

- Julien Nkoghe Bekale, Premier ministre :

"Au terme de cette période de confinement total de 15 jours du Grand Libreville dont la mise en œuvre n'a pas été parfaite, cette mesure a permis de limiter la propagation de la pandémie à l'intérieur du pays et de décélérer la vitesse de propagation. Le non-confinement total du Grand Libreville aurait certainement empiré la situation..."

- Zacharie Myboto, président de l'Union Nationale (UN) :

"Les personnels de santé, puisqu'ils sont en contact quasi quotidien avec le Covid-19, doivent disposer de tous les équipements nécessaires à leur protection et aux soins à administrer aux patients. En outre, puisque le port du masque est rendu obligatoire, il faut en distribuer gratuitement à tout le monde".

- Jonathan Ndoutoume Ngome, porte-parole de "Démocratie Nouvelle" (DN) :

"Sur le moyen et long termes, la crise sanitaire relative à la propagation du coronavirus, a révélé ou confirmé qu'il y avait dans le pays des inégalités sociales qu'il faut continuer à corriger ; une carence d'infrastructures hospitalières et de personnel soignant et un déficit de production agricole, notamment pour ce qui concerne les produits vivriers".

Rassemblées par Y.F.I

Crise sanitaire : le RPG dénonce l'inefficacité de l'action gouvernementale

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Le président du Rassemblement pour le Gabon (RPG), Laurent Angue-Mezui, ne s'est pas du tout montré tendre, dernièrement, en fustigeant, au cours d'un point-presse, la gestion de la crise sanitaire actuelle par le gouvernement. Selon lui, l'augmentation sans cesse croissante du nombre de personnes infectées par le coronavirus dans notre pays relèverait de l'inefficacité des mesures prises par le gouvernement pour faire face à cette pandémie. En ce sens que, comme il le dit, elles ne

«Encadrer les mesures économiques prises pour qu'elles atteignent effectivement les objectifs, éviter la tentation de gérer la crise sous pression de l'opinion et de politiser ce processus, etc".

sont "ni appropriées ni opportunes et le plan de communication mis en place n'a pas permis d'atteindre les objectifs visés et les populations cibles".

Ces critiques du leader du RPG viennent s'ajouter à celles d'autres personnalités de l'opposition et acteurs de la société civile. Lesquels, depuis quelques jours, s'interrogent sur la pertinence de la stratégie gouvernementale tout en dénonçant les "approximations et improvisations" du gouvernement dans la gestion de cette crise sanitaire.

Toute chose qui n'est pas de nature à conforter "l'union sacrée pour la République", prônée par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, au cours du point-presse qu'il a animé, lundi dernier, à l'immeuble Arambo.

Quoi qu'il en soit, au regard de la gravité de la situation, Laurent Angue-Mezui a émis douze propositions "en soutien au système de riposte mis en place, sans préjudice d'autres actions ultérieures à mener sur le terrain". Des propositions s'articulant, entre autres, autour de la nécessité de "suspendre



Photo: SNN

Le président du RPG, Laurent Angue-Mezui, lors d'une précédente sortie.

sine die la distribution des bons et kits alimentaires, d'encadrer les mesures économiques prises pour qu'elles atteignent effec-

tivement les objectifs, éviter la tentation de gérer la crise sous pression de l'opinion et de politiser ce processus, etc".

La Semaine

Des défis à plusieurs niveaux

LA lutte contre le Covid-19 demeure d'actualité dans notre pays. D'ailleurs, elle a encore occasionné plusieurs faits au cours de la semaine écoulée. On citera entre autres : la rencontre entre le Premier ministre et la communauté scientifique du Gabon ; la communication du ministre d'Etat à l'Intérieur, venu mettre en garde les indisciplinés quant au respect des mesures barrières ; etc.

Deux aspects ont retenu notre attention. D'abord l'invite que le chef du gouvernement a faite aux membres de la communauté scientifique d'écumer les plateaux de télévision pour expliquer tous les contours du coronavirus, dont son mode de transmission, les moyens de s'en protéger, etc. Puis la sortie du patron de l'Intérieur qui a brandi la perspective de la sanction face aux personnes réfractaires

à l'application des mesures barrières. On y relève une certaine cohérence dans l'action contre le Covid-19 au Gabon.

Ce qui vient un peu réparer l'incohérence observée lors des échanges entre le gouvernement et la presse, lundi. D'une part, le gouvernement affirmait que le confinement total du Grand Libreville avait permis de limiter le nombre de contaminations au Copvid-19 ; de l'autre il décidait, malgré tout, de lever ce confinement total...

Cette fois, les deux idées semblent converger vers le même objectif : limiter la propagation du coronavirus. La sensibilisation tant décriée à ce jour (d'où l'appel à la communauté scientifique), et la sanction contre tous les contrevenants. Un défi est ici lancé aux hommes de sciences y compris les tradithérapeutes.

Un autre défi aux responsables des médias publics pour offrir des tribunes à ces derniers, afin de sensibiliser davantage les populations. D'un autre côté, il revient au gouvernement de relever, enfin, le défi de sanctionner les récalcitrants. Et sans parti pris. Les menaces restées jusqu'ici au stade des annonces ont montré leurs limites. Au point où certains ont bafoué, parfois publiquement, l'autorité de l'Etat. L'expérience a montré que l'auto-discipline n'est pas la chose la mieux partagée par les Gabonais. Même au niveau de la classe dirigeante, on observe parfois des failles.

La situation exceptionnellement grave que nous vivons aujourd'hui, interpelle l'Etat afin qu'il impose la discipline à tous les niveaux.

ONDOUBA'NTSIBAH